

275<sup>e</sup>

# L'Écho des Riches-Lieux

Bulletin de la Société d'histoire des Riches-Lieux

n° 92  
16 janvier 2015



## ÉDITORIAL

### Reconnaissance des patriotes, en péril

Depuis plus de cinquante ans, les gouvernements québécois et fédéral ont reconnu l'apport des Patriotes du Québec et du Haut-Canada à l'avènement de la démocratie et des gouvernements responsables.

À l'automne, nous apprenions la disparition, à Saint-Charles-sur-Richelieu, de deux œuvres en bronze de grande valeur apposées au monument afin d'honorer les Patriotes ainsi qu'une plaque à l'église mentionnant les noms de ceux



qui ont péri lors des affrontements de 1837. Quelques jours plus tard, disparaissait, à Saint-Denis-sur-Richelieu, la plaque apposée sur le monument des Patriotes : celle-ci décrivait les raisons de leur soulèvement. Cette plaque de bronze, installée en 1987 et dérobée en 2012, avait été remplacée par une autre en aluminium qui était de peu de valeur.

En décembre, nous apprenions la disparition d'une plaque en honneur des Patriotes de Beloeil et d'une autre à Saint-Cuthbert honorant Chevalier DeLorimier. Tout récemment, on était informé que la plaque apposée au monument des Patriotes à Saint-Jean-Baptiste portait des dommages indiquant qu'on avait essayé de l'enlever.

Projection spéciale du film :

### St-Denis, dans le temps...

dans le cadre du 275<sup>e</sup> anniversaire de fondation

### Notre histoire...

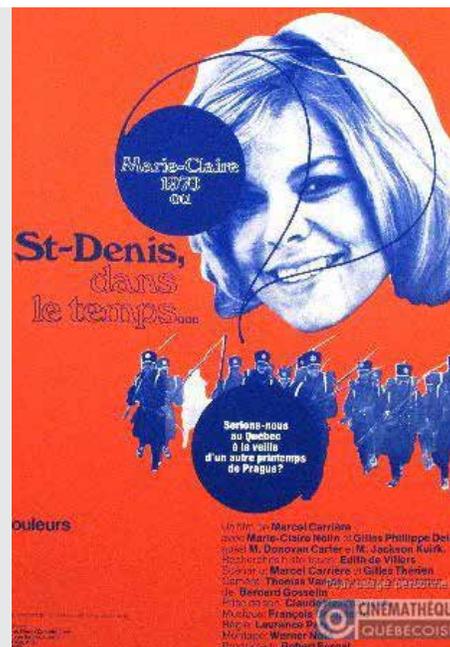
Venez voir les FAMILLES DIONYSIENNES qui ont participé au tournage de ce film en 1967. Vous retrouverez M. Henri Phaneuf dans un rôle secondaire.

Ce film historique reconstitue sans complaisance, en l'inscrivant en pleine actualité, la bataille de Saint-Denis, au Québec, une des rares victoires « canadiennes-françaises » d'une rébellion malheureuse contre les Anglais, qui ensanglanta le Canada au siècle dernier. Ce film rompt avec le temps et jette dans la mêlée, outre les combattants, l'idylle de deux jeunes Québécois typiques Gilles, le pragmatique d'esprit bourgeois et Marie-Claire, l'idéologue révolutionnaire, une manifestation indépendantiste filmée sur le vif, au Québec, en 1967, des témoignages et divers documents historiques.

Un film de Marcel Carrière qui interroge le passé pour éclairer le présent. (ONF)

Il est permis de penser qu'un complot visant à faire disparaître les plaques en l'honneur des Patriotes est en train de progresser.

Pour contrer cette tendance, Québécoises et Québécois, souvenons-nous des luttes qu'ont menées nos ancêtres. Soyons fiers de leur bravoure, même s'il nous est difficile de juger des évé-



**Le vendredi 20 février 2015 à 19 h 30, à la sacristie de l'église de Saint-Denis, 636, chemin des Patriotes.**

**Entrée libre**

**Pour info : 514 484-5107**

nements 1837. Passons le message à ceux qui nous entourent pour qu'ensemble, nous soyons pro-actifs à maintenir des réalisations qui rappellent leurs sacrifices.

**Guy Archambault**  
Président



## VIE DE LA SOCIÉTÉ

### 275<sup>e</sup> anniversaire de Saint-Denis-sur-Richelieu

L'année 2015 correspond au 275<sup>e</sup> anniversaire de fondation de Saint-Denis. C'est un excellent motif pour se réjouir, regarder ce que nous avons et saluer ceux qui nous ont précédés.

Cette année, il sera souligné par toutes sortes de festivités en plus des activités régulières. La SHRL organisera des conférences et sera présente aux grands événements annuels.

L'année débute en beauté, par la projection du film *Saint-Denis* dans le temps... tourné ici en 1967. Venez voir plusieurs Dionysiens et Dionysiennes qui ont participé à ce tournage en tant que figurants.



Henri Phaneuf et Marie-Claire Nolin

Nous y voyons entre autres M. Henri Phaneuf qui tient un rôle important et l'actrice principale Marie-Claire Nolin, On y voit Albany Phaneuf, Stanislas Dauphinais, Camille Desrosiers, Émile Leboeuf, Maurice Geoffrion, Isidore Perreault, Paul-Émile Leblanc, Nectaire Angers, Jacob le forgeron, Ti-Pitou Lussier avec son chien attelé et bien d'autres. On y voit aussi, dans leur jeune temps, des gens bien connus : MM. Jean-Luc Pétrin, Réjean Jalbert, Michel Huard et plusieurs autres ainsi que le village à cette période.

Guy Archambault

### Nouvelle administratrice

Nous signalons avec plaisir l'arrivée au conseil d'administration de madame Claire Vallée. Propriétaire du restaurant le Rafio, elle connaît bien Saint-Charles puisqu'elle a travaillé au dépanneur près du quai.

Elle s'intéresse au circuit patrimonial et à l'aménagement du champ de bataille. Bienvenue!

### 1990-2015

#### Beaucoup de changements

À Saint-Denis : la Société va y participer comme il se doit. Nous avons déjà prévu des conférences et une présence aux grands événements annuels : Journée nationale des Patriotes en mai; Fête nationale du Québec le 24 juin; le Vieux Marché en août et la Fête de la Victoire en novembre.

Quelques textes nouveaux seront écrits sur la vie du lieu depuis 25 ans. On en mettra quelques-uns dans notre ÉCHO. Si nos moyens nous le permettent, on les réunira en brochure durant l'été.

En voici une liste : la fusion des deux municipalités en 1998; la réparation de la Meunerie en 1993; l'adoption des armoiries; l'expansion de Bonduelle; le verglas de 1998; le renouvellement des infrastructures (aqueduc et égouts) et l'enfouissement des fils dans le village, l'aménagement du quai et de la magnifique Place Louis-Joseph Papineau ainsi que le renouvellement de l'aqueduc dans la paroisse.

Aussi les Pavillons historiques à la Place du Bourg en l'an 2000; le Centre médical devenu Coopérative de santé; le 200<sup>e</sup> de l'église en 1996 et la reconnaissance de la « Cloche de la Liberté »



Mémorial Louis-Joseph Papineau.

comme bien culturel en 1997; la citation de l'École de la Côte Plaisance; l'histoire de la chanson « Mon Chapeau d'paille »; l'implantation du deuxième circuit patrimonial en 1991 et du troisième circuit pédestre en 2008.

À Saint-Charles, nous espérons qu'il y aura des mesures prises pour la mise en valeur du « champ de bataille ». Si les Charlerivains décidaient de célébrer eux aussi leur 275<sup>e</sup> en 2015, nous serions heureux de les soutenir dans leurs projets.

Onil Perrier

### Petite et grande politique

Le Conseil municipal de Saint-Denis a publié dans *Le Dionysien* du 18 décembre dernier une page complète d'explications au sujet de l'exclusion de la Société d'Histoire.

Si on lit attentivement ce texte, on constate que la vraie raison du rejet, c'est que pour eux, la Société fait de la politique... et ce depuis plusieurs années. Elle aurait fait de nombreuses assemblées, mais on ne donne pas de dates, et nous aurions « proféré des propos dépassant la limite acceptable », mais on n'en cite aucun.

On dirait que les membres du Conseil viennent de se rendre compte que la lutte des patriotes, c'était poli-



## VIE DE LA SOCIÉTÉ

tique! La plaque qu'ils ne veulent pas remettre à sa place sur le monument, le dit clairement en citant le décret de René Lévesque en 1982: « Les Patriotes ont lutté: pour la reconnaissance nationale de notre peuple, pour sa liberté politique et pour obtenir des institutions démocratiques. »

Notre Société (fondée sous le nom de « Comité de la fête des Patriotes ») fait donc de la politique depuis 1978, la Maison nationale des Patriotes (que nous avons fondée) fait elle aussi de la politique depuis 1985. Pourquoi faudrait-il cesser maintenant?

Cet engagement très politique, le gouvernement du Québec l'a reconnu et appuyé de multiples façons depuis 1977. On n'a qu'à penser au « chemin des Patriotes » et à la Journée nationale du mois de mai.

Même la Chambre des communes à Ottawa l'a reconnu en 1994: les Patriotes du Bas-Canada et les Reformists du Haut-Canada « ont contribué fortement à l'avènement de la démocratie au Canada. »

Au fond, la population du Québec souffre d'un grave déficit de mémoire: elle ne connaît pas son histoire! Bien plus, on lui a inculqué la honte du peu qu'elle connaît. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est un historien américain, Ronald Rudin, arrivé en 1986: « Vous autres, Québécois, vous enseignez votre histoire à l'envers, avec les yeux de vos conquérants. » Allez voir sur Google, il parle de révisionnisme. Comment cela nous affecte? La région possède une histoire et un patrimoine tellement riches qu'elle constitue, après Québec et Montréal, le troisième pôle d'attraction touristique, mais elle ne les met pas en valeur parce qu'on a peur de faire de la (petite) politique!

La solution, ce serait d'avoir des citoyens et des édiles municipaux qui

connaissent à fond le patrimoine hérité de leurs pères et qui le développent avec fierté!

**Onil Perrier**

## SUITES DU COLLOQUE

Nous en avons publié les résolutions dans le dernier ÉCHO, mais il faudra revenir sur le fédéralisme canadien. En prévision du 150<sup>e</sup> en 2017, que M. Harper veut fêter avec éclat, nous devons l'évaluer avec encore plus de précision.

Nous en avons décrit les cinq éléments positifs et les 10 éléments négatifs. Voici un texte du politologue Jean-François Caron (Le Devoir du 8 janvier) qui confirme les éléments négatifs de l'Acte qui nous a été imposé en 1867: « L'héritage méconnu de John A. Macdonald ».

L'auteur précise que celui-ci n'a jamais vraiment accepté le fédéralisme voulu par George Étienne Cartier, Hector-Louis Langevin et George Brown. Il a tout fait pour l'émasculer et faire du Canada un pays unitaire: il a introduit les clauses du fameux pouvoir « résiduaire » et du pouvoir de « réserve » qui ont fait des provinces

des états tronqués...

Nous invitons nos membres à trouver ce texte sur Internet. C'est de l'histoire et non de la « petite politique ».

**Onil Perrier**

## AILLEURS

### 350<sup>e</sup> du régiment de Carignan-Salières

Appelé à combattre les Iroquois, ce régiment arrive au Canada en 1665 dans le but de permettre aux pionniers de s'y installer en sécurité. Il a réussi pour un certain temps, car dans les années 1680, les massacres ont recommencé.

Quand vint le temps de retourner en France, près de 400 des 1200 soldats choisirent de s'établir au pays et plusieurs épousèrent des Filles du Roy. La Société d'Histoire de Chambly offre une conférence gratuite de Michel Langlois, le dimanche 18 janvier au 1555 rue de l'École (angle de la 112), à Carignan à 13 h 30. Renseignements: 450 658-2666 ou [info@societehistoirechambly.org](mailto:info@societehistoirechambly.org).

## VOTRE COTISATION POUR 2015?

Il est temps de renouveler votre cotisation pour l'année 2015. Cette cotisation est des plus importantes pour notre société afin de soutenir les activités annuelles. Notons que cette cotisation sera en 2015 de 20 \$ par personne, de 30 \$ par couple et de 10 \$ pour les étudiants. Faites un chèque à l'ordre de SHRL et envoyez-le à:

**M. Guy Archambault, 395, route 137, Saint-Denis-sur-Richelieu (Québec) JOH 1K0**

## HISTOIRE DE SAINT-CHARLES

### Qui est Debartzch?

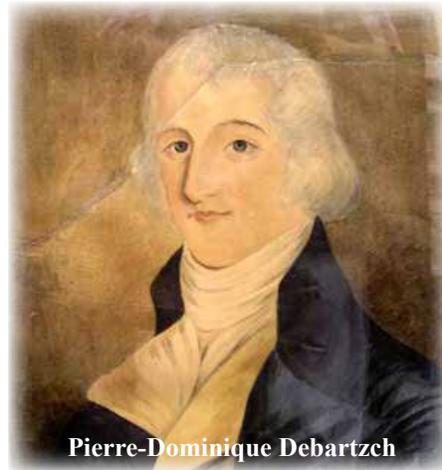
DEBARTZCH, PIERRE-DOMINIQUE, seigneur, avocat, homme politique, officier de milice, fonctionnaire et propriétaire de journaux, né le 22 septembre 1782 à Saint-Charles-sur-Richelieu, Québec, fils de Dominique Debartzch, négociant, et de Marie-Joséphite Simon, dit Delorme ; décédé le 6 septembre 1846 à Saint-Marc, sur le Richelieu, Bas-Canada, et inhumé trois jours plus tard à Saint-Charles-sur-Richelieu.

L'ancêtre de Pierre-Dominique Debartzch, Dominicus Bartzsch, était originaire de la paroisse catholique de Sainte-Marie, à Danzig (Gdansk, Pologne). On ne sait à quel moment exactement il était venu s'établir en Nouvelle-France, mais la première mention de sa présence remonte à 1752. Le 16 avril de cette année-là, Bartzsch, marchand-pelletier, avait signé à Montréal un contrat de mariage avec Thérèse Filiou, dit Dubois, fille de François Filiou, dit Dubois, marchand-menuisier. Après un certain temps, Bartzsch avait commencé à écrire son nom Bartzch et il y avait bientôt ajouté la particule de, d'où le nom de Bartzch ou Debartzch, selon l'usage des Polonais qui prétendaient faire partie de la noblesse et qui vivaient dans un milieu francophone.

Fils unique, Pierre-Dominique fait des études au Harvard College, à Boston. Puis, le 28 mars 1800, il passe un brevet de cléricature avec Denis-Benjamin Viger. Déjà orphelin de père, il est accompagné à la ratification de cet acte de son oncle et tuteur, Hyacinthe-Marie Simon, dit Delorme, futur député de la circonscription de Richelieu à la chambre d'Assemblée du Bas-Canada de 1808 à 1814. Dès cette époque, Debartzch commence à acquérir des propriétés foncières. En 1802, il prête

foi et hommage pour une partie de la seigneurie de Saint-Hyacinthe. Admis au barreau le 9 juillet 1806, il part le mois suivant en voyage pour l'Europe.

De retour au Bas-Canada en 1807, Debartzch ne tarde pas à se lancer dans la politique. En 1809, il est élu en compagnie de Louis-Joseph Papineau député de la circonscription de Kent à la chambre d'Assemblée. L'année suivante, on le réélit codéputé de la



Pierre-Dominique Debartzch

même circonscription avec Papineau. À la chambre d'Assemblée, il se range du côté du parti canadien et soutient la cause de la réforme. En 1811, le partage de la seigneurie de Saint-Hyacinthe est arrêté et Debartzch hérite des trois huitièmes de la seigneurie [V. Jean Dessaulles], qui lui valent 88 420 arpents de terre. Durant la guerre de 1812, il sert en qualité de capitaine dans le 5<sup>e</sup> bataillon de la milice d'élite incorporée du Bas-Canada. En octobre 1813, il commande une compagnie à la bataille de Châteauguay [V. Charles-Michel d'Irumberry de Salaberry] où il montre sa bravoure et ses qualités de chef militaire. John Douglas Borthwick écrit à ce sujet : « Tous accomplirent leur devoir [avec courage] et noblesse

alors, mais une mention spéciale doit être accordée aux capitaines Ferguson [George Richard Ferguson], de Bartzch et Levesque [Marc-Antoine-Louis Lévesque]. »

### Le conseil législatif

Le 17 janvier 1814, Debartzch abandonne ses fonctions de député pour aller siéger comme membre du Conseil législatif, charge qu'il occupera jusqu'au 27 mars 1838. C'est certainement une distinction, surtout si l'on note que le président de la chambre d'Assemblée, Jean-Antoine Panet, y sera nommé en 1815 et qu'un siège de conseiller sera offert à Papineau sept ans plus tard. Le 7 juin 1815, Debartzch est nommé avec Thomas McCord et Louis-René Chaussegros de Léry commissaire chargé de l'amélioration des communications intérieures dans la région de Montréal. Le 25 juillet de la même année, il épouse à Saint-Ours Josette, fille de Charles de Saint-Ours, son collègue au Conseil législatif et l'un des plus riches seigneurs canadiens de l'époque, et de Josette Murray, nièce de l'ancien gouverneur James Murray. En 1818, Debartzch prononce au Conseil législatif un discours à l'appui de la proposition de la chambre d'Assemblée qui demandait la transformation du Conseil législatif en une haute cour habilitée à instruire le procès du juge Louis-Charles Foucher, de Montréal, accusé d'avoir prévarié dans l'exercice de ses fonctions. Le 31 mai 1819, Debartzch est nommé commissaire chargé d'examiner les titres et les réclamations des propriétaires fonciers de la seigneurie de La Salle, dans le canton de Sherrington.

En 1822, Debartzch prend une part active au vaste mouvement de protestation qui s'organise contre



## HISTOIRE DE SAINT-CHARLES

le projet d'union du Bas et du Haut-Canada [V. Denis-Benjamin Viger]. Le 7 octobre de cette année-là, la première assemblée antiunioniste a lieu à Montréal. Les membres présents nomment un comité composé de 18 des plus importants citoyens de la ville et de la région de Montréal, parmi lesquels figurent notamment Saint-Ours, Debartzch, Irumberry de Salaberry et Papineau. Ce comité a pour but de procéder au choix des délégués qui doivent porter en Angleterre les requêtes dénonçant le projet d'union. Michel Bibaud dit dans sa chanson intitulée les Orateurs canadiens :

### L'Aréopage,

*Malgré lui, me dit-on,  
Envoie un sage,  
Ici, donner le ton :  
Ah ! c'est D... [Debartzch],  
C'est l'orateur profond.*

C'est une allusion à l'intervention de Debartzch contre le projet d'union. Le même jour, les citoyens de Montréal donnent un banquet dit constitutionnel à deux hôtes d'honneur, soit Debartzch, représentant du Conseil législatif, et Papineau, représentant de la chambre d'Assemblée.

Soucieux d'agrandir son domaine foncier, Debartzch se porte acquéreur par adjudication en 1826 de la seigneurie de Saint-François, appelée aussi seigneurie de Saint-Charles. Ses préoccupations de seigneur ne l'empêchent pas de rester un partisan de la réforme. En 1830, il **préside à Saint-Charles-sur-Richelieu une assemblée qui réunit les principaux habitants des comtés de Richelieu**, de Verchères, de Saint-Hyacinthe, de Rouville et de Chambly ; cette assemblée adopte des propositions qui visent la réforme du Conseil

législatif et du Conseil exécutif. En 1832, il préside, conjointement avec Louis Bourdages, une assemblée des mêmes cinq comtés, qui adopte à l'unanimité 21 propositions contenant en germe les Quarante-deux Résolutions [V. Elzéar Bédard], et dont la principale réclame la suppression du pouvoir du président de l'exécutif de nommer les conseillers législatifs.

### L'Écho du pays

Pour promouvoir la lutte constitutionnelle, Debartzch fonde en 1833 à Saint-Charles-sur-Richelieu l'Écho du pays, un journal d'opposition au régime gouvernemental rédigé d'abord par le français Alfred-Xavier Rambau. D'après le Populaire de Montréal du 18 octobre 1837, des articles révolutionnaires ont été publiés dans ce journal. Debartzch, qui n'en est pas l'auteur, se prononce contre ces articles et refuse de maintenir son appui au journal qui cessera de paraître en 1836. Cette année-là, il crée dans le même village le périodique le Glaneur et il en confie la rédaction à Jean-Philippe Boucher-Belleville. Ce journal, qui traite surtout d'agriculture, connaît une existence éphémère, puisqu'il publiera son dernier numéro en septembre 1837.

Depuis 1835, Debartzch entretient par ailleurs une correspondance « journalière », comme la décrit Charles-Ovide Perrault, député de la circonscription de Vaudreuil à la chambre d'Assemblée, avec le gouverneur lord Gosford [Acheson]. Le 22 août 1837, il est nommé au Conseil exécutif où il siégera jusqu'au 10 février 1841. Cette nomination semble indiquer chez lui un changement d'attitude politique, qui entraîne, entre autres,

sa condamnation par la Minerve, organe des patriotes. Toutefois, cette nomination fait en sorte que les Canadiens se trouvent à égalité avec les conseillers anglophones.

Pendant la rébellion, Debartzch doit cependant quitter Saint-Charles-sur-Richelieu pour gagner Montréal avec sa famille. Le Canadien du 22 novembre 1837 relate que des hommes armés ont cerné sa maison et l'ont mise à sac. Debartzch réclamera plus tard une indemnité de 26 000 \$ au gouvernement pour les pertes matérielles qu'il a subies pendant la rébellion. Entre-temps, en 1841, il a acquis la seigneurie de Cournoyer, qui occupe le territoire de ce qui deviendra plus tard la municipalité de Saint-Marc, où il semble qu'il se soit retiré avec sa femme et ses enfants.

Pierre-Dominique Debartzch meurt le 6 septembre 1846 à Saint-Marc, à l'âge de 63 ans. Il sera inhumé trois jours plus tard sous le banc seigneurial de l'église de Saint-Charles-sur-Richelieu. Jean-Jacques Lefebvre, dans une biographie publiée dans la Revue trimestrielle canadienne de Montréal, écrit : « En lui disparaissait l'un des personnages les plus remarquables et les plus honnêtes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au Canada. » Debartzch et sa femme ont eu quatre filles. Elmire et Caroline épousent respectivement Lewis Thomas Drummond et Samuel Cornwallis Monk, deux avocats de Montréal, tandis que Cordelia et Louise se marient avec deux exilés polonais, Édouard-Sylvestre de Rottermund et Alexandre-Édouard Kierzkowski, qui laisseront leur marque dans la province du Canada.

*Dictionnaire biographique du Canada, vol. 7, Université Laval/University of Toronto, 2003- , [http://www.biographi.ca/fr/bio/debartzch\\_pierre\\_dominique\\_7F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/debartzch_pierre_dominique_7F.html).*